



**PRÉFET  
DU TARN**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Arrêté préfectoral complémentaire du –5 JUIN 2025  
autorisant le changement d'exploitant d'une carrière à ciel ouvert  
de dolérites située au lieu-dit "Raffanel" sur la commune de LACAUNE**

Le préfet du Tarn

- Vu** le code de l'environnement et notamment son livre I<sup>er</sup> et son livre V – titre 1er, parties législative et réglementaire, relatifs aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 24 décembre 2009 modifiant l'arrêté du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées ;
- Vu** l'arrêté interministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution des garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement ;
- Vu** le décret du Président de la République du 1<sup>er</sup> octobre 2024 portant nomination de Monsieur Laurent BUCHAILLAT en qualité de Préfet de Tarn ;
- Vu** le décret du président de la République du 7 juin 2023 portant nomination de Monsieur Sébastien SIMOES, sous-préfet d'Albi, secrétaire général de la préfecture du Tarn ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 20 février 2008 autorisant le renouvellement et l'extension d'une carrière de dolérites au lieu-dit « Raffanel » sur le territoire de la commune de Lacaune ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 19 décembre 2011 portant changement d'exploitant de la carrière de dolérites située lieu-dit « Raffanel » sur la commune de Lacaune au bénéfice de la Société des Établissements Castille ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire du 13 janvier 2016 fixant des mesures de suivi concernant les matériaux amiantifères pour la carrière située au lieu-dit « Raffanel » sur le territoire de la commune de Lacaune ;
- Vu** la lettre préfectorale du 21 mai 2019 mettant à jour les rubriques de l'autorisation ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire du 30 décembre 2020 modifiant les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 20 février 2008 relatif à l'autorisation d'exploiter une carrière de dolérites au lieu-dit « Raffanel » sur la commune de Lacaune ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire du 26 août 2021 portant changement d'exploitant de la carrière de dolérites située lieu-dit « Raffanel » sur la commune de Lacaune au bénéfice de la société CMCA devenue CMSE ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 21 octobre 2024 portant délégation de signature à monsieur Laurent GANDRA-MORENO, sous-préfet de Castres ;
- Vu** la demande de changement d'exploitant concernant la carrière située au lieu-dit "Raffanel" déposée le 23 septembre 2024 par la société CMGO devenue NEXSTONE ;

**Vu** le projet d'arrêté préfectoral porté à la connaissance du pétitionnaire en date du 19 mai 2025 ;

**Vu** les observations de la part du pétitionnaire en date du 19 mai 2025 ;

**Considérant** que la société NEXSTONE dispose des capacités techniques et financières pour exploiter la carrière dont elle demande le transfert de l'autorisation préfectorale à son nom ;

**Considérant** que les garanties financières devront être constituées conformément à la promesse de caution éditée le 28 août 2024 par CIC Sud Ouest ;

**Considérant** que le nouvel exploitant devra respecter les conditions d'aménagement et d'exploitation de la carrière telles qu'elles sont définies dans les arrêtés préfectoraux susvisés du 20 février 2008, du 13 janvier 2016 et du 30 décembre 2020;

Sur proposition du sous-préfet de Castres,

### **Arrête**

#### **Article 1<sup>er</sup> : Modifications apportées aux actes antérieurs**

L'autorisation du 20 février 2008 modifiée, est transférée au nom de la société NEXSTONE dont le siège social est 1 rue du Colonel Pierre Avia 75015 PARIS.

#### **Article 2 : Droits et obligations**

La société NEXSTONE se substitue à la société Carrières et Matériaux du Sud Est (CMSE) dans l'intégralité des droits et obligations attachés à l'autorisation d'exploiter.

#### **Article 3 : Garanties financières**

Les garanties financières sont constituées et mise à jour au regard de l'indice TP01 en vigueur sous un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté.

#### **Article 4 : Délais et voies de recours**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal Administratif de Toulouse soit par courrier, soit par l'application informatique télérecours accessible sur le site <http://www.telerecours.fr> :

1° par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée,

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

### **Article 5 : Mesures de publicité**

Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Lacaune en vue de l'information des tiers.

Un extrait de cet arrêté est affiché par les soins du maire de Lacaune dans les lieux habituels d'affichage municipal pendant une durée minimum d'un mois.

Le même extrait est publié sur le site internet de la préfecture du Tarn pour une durée identique.

### **Article 6 : Exécution**

Le sous-préfet de Castres, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Occitanie chargé de l'Inspection des Installations Classées, le maire de Lacaune, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté dont une copie leur sera adressée et qui sera notifiée à la société NEXSTONE dont le siège social est 1 rue du Colonel Pierre Avia 75015 PARIS.

Fait à Albi, le **- 5 JUIN 2025**

Pour le préfet et par  
délégation,

Le sous-préfet de Castres,



**Laurent GANDRA-MORENO**